

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

FORTIS LEASE FRANCE

Société anonyme au capital social de 94 669 495 euros
Siège social : 12, rue du port, 92 000 Nanterre
351 382 429 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2017

I. — Bilans comparées 2016 - 2015

(En milliers d'euros)

Actif	2016	2015
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	109 390	26 203
Opérations avec la clientèle	48 356	186 274
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	32	32
Crédit-bail et location avec option d'achat	534 588	661 569
Location simple	11 709	15 463
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	2	3
Capital souscrit non verse	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	11 057	10 425
Comptes de régularisation	12 301	2 058
Total de l'actif	727 435	902 028

Passif	2016	2015
Banques centrales, C.C.P.	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	371 770	458 982
Opérations avec la clientèle	170 952	233 202
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	13 494	14 854
Comptes de régularisation	7 243	7 904
Provision pour risques et charges	2 076	2 068
Dettes subordonnées	1 592	2 128
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	160 309	182 890
- Capital souscrit	94 669	94 669
- Primes d'émission	60 642	60 642
- Réserves	5 912	5 477
- Écart de réévaluation	0	0
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	1 935	2 420
- Report à nouveau	42	10 995
- Résultat de l'exercice	-2 891	8 687

- Acompte sur dividendes	0	0
Total du passif	727 435	902 028

Hors-bilan comparé 2016 - 2015

En milliers d'euros	2016	2015
Engagements donnés	10 543	3 234
Engagements de financement	8 096	599
Engagements de garantie	2 447	2 635
Engagements reçus	40 148	52 072
Engagements de financement	3 000	3 000
Engagements de garantie	37 148	49 072
Engagements sur titres	-	-

II. — Compte de résultat comparé 2016 - 2015

En milliers d'euros	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	664	1 231
Intérêts et charges assimilés	-8 047	-10 612
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	108 032	139 146
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-100 295	-113 847
Produits sur opérations de location simple	6 105	11 823
Charges sur opérations de location simple	-7 704	-11 328
Revenus des titres à revenu variable	23	-
Commissions (produits)	-	-
Commissions (charges)	-326	-432
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	789	2 068
Autres charges d'exploitation bancaire	-185	-44
Produit net bancaire	-943	18 005
Charges générales d'exploitation	-2 698	-3 562
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-2	-1
Résultat brut d'exploitation	-3 643	14 441
Coût du risque	890	-683
Résultat d'exploitation	-2 753	13 758
Résultat courant avant impôt	-2 753	13 758
Impôt sur les bénéfices	-138	-5 072
Résultat net	-2 891	8 687

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration décide d'affecter le déficit de l'exercice au report à nouveau qui passera de + 42 489,24 € à - 2 848 812,89 €.

Le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices est de :

En euros	2013	2014	2015
Dividende distribué	0,59 €	0,67 €	1,42 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés

IV. — Annexe aux comptes sociaux

1. Faits marquants des exercices précédents

Les quatre SCI ont procédé au remboursement partiel de leur capital pour un montant global de 61 224 milliers d'euros par voie de remboursement.

2. Principes comptables et méthodes de présentation des comptes sociaux

Note 1 : Présentation des comptes

Les comptes de Fortis Lease France ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n° 2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Les actifs ont été comptabilisés et évalués en appliquant le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable. L'amortissement et la dépréciation des actifs immobilisés ont été déterminés en respectant les termes du règlement 2002-10 de ce Comité, de même que les provisions pour dépenses de gros entretien.

Enfin, le règlement 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, le traitement comptable du risque de crédit, a également été appliqué.

Note 2 : Principes comptables et méthodes d'évaluation

I. Comptabilisation des crédits accordés à la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe G de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

II. Comptabilisation des biens donnés en location et en crédit-bail

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire N° 90-01 du 1er avril 1990, Fortis Lease France inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location et en crédit-bail.

A. Immeubles en crédit-bail

— Valeur brute

La valeur brute des immeubles comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du terrain et des constructions ainsi que les frais d'acquisition.

— Amortissement

Lors de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1996, du nouveau régime fiscal du crédit-bail, Fortis Lease France a décidé d'adopter le régime optionnel d'amortissement particulier qui permet d'adapter la durée d'amortissement de l'immeuble à la durée du contrat de crédit-bail. Dans ce cas, l'amortissement comptable est égal, pour chaque exercice, à la fraction du capital inclus dans le loyer annuel (amortissement financier). En 2000, Fortis Lease France a confirmé cette option conformément à l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1999 et aux articles 20 à 31 de l'instruction 4A6-00 du 5 juillet 2000.

Pour les immeubles acquis avant le 31 décembre 1995, la Société calcule, conformément à la réglementation particulière applicable aux SICOMI, l'amortissement selon le mode linéaire et sur des durées plus courtes que celles de droit commun, respectivement de 25 ans pour les immeubles de bureaux et 20 ans pour les autres immeubles.

Pour ces contrats, lorsque l'encours financier est supérieur à l'encours comptable de l'investissement, la différence alimente la réserve latente dont la constatation comptable apparaît uniquement dans la comptabilité financière et non pas dans les comptes sociaux annuels.

Les frais d'acquisition des immeubles en crédit-bail immobilier sont amortis financièrement depuis le 1er janvier 2000 (linéairement antérieurement et prorata temporis sur 5 ans) sur la durée du contrat.

— Provision Article 64 (ancien régime)

Les immeubles en crédit-bail du secteur SICOMI donnent lieu à la constitution d'une provision Article 64, égale au maximum à la différence entre l'amortissement financier de l'investissement inclus dans les loyers et l'annuité d'amortissement comptable de l'immeuble.

— Provision Article 57 (nouveau régime)

Le calcul de la provision, pour les contrats conclus à compter du 1er janvier 1996, repose sur une comparaison entre l'amortissement financier de l'investissement compris dans les loyers et les amortissements fiscaux et comptables que Fortis Lease France peut normalement déduire. Lorsque le total des sommes prises en compte pour la détermination du prix de levée d'option, qui sont comprises dans les loyers versés, excède le montant des amortissements normalement déduits au titre de l'immeuble et des frais d'établissement, Fortis Lease France constitue une provision spéciale dite « Provision Article 57 ».

— Immeubles temporairement non loués (I.T.N.L.)

Les immeubles, dont le contrat de crédit-bail est résilié juridiquement, sont transférés en immobilisations en location simple. Il en va de même pour les immeubles pour lesquels la société perçoit des indemnités d'occupation. Le mode d'amortissement des immeubles déclassés dans cette catégorie répond aux exigences des règles de droit commun. La règle spécifique des provisions Article 64 et Article 57 cesse de s'appliquer.

B. Matériels en crédit-bail

— Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

— Amortissement

Fortis Lease France ayant opté pour l'amortissement financier selon l'article 239 du C.G.I., les biens sont amortis sur la durée du contrat de crédit-bail. Dans ce cas, l'amortissement comptable est égal, pour chaque exercice, à la fraction du capital inclus dans le loyer annuel (amortissement financier).

C. Immeubles en location simple

— Valeur brute

La valeur brute des immeubles comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du terrain et des constructions ainsi que les frais d'acquisition tel que prévu par le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

— Amortissement

Les immeubles gérés en location simple ont fait l'objet d'un découpage en fonction de la durée de vie des différents composants de ces immeubles. Les composants identifiés pour chaque immeuble sont :

- La structure
- Les toitures
- Les équipements techniques
- Les agencements lourds
- Les autres agencements

Ces composants sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie réelle.

En l'absence de spécificité de l'immeuble et notamment pour le retraitement des immeubles existants au 31 décembre 2004, les composants ont été amortis sur les durées suivantes :

- La structure :	50 ans
- Les toitures :	30 ans
- Les équipements techniques :	25 ans
- Les agencements lourds :	25 ans
- Les autres agencements :	10 ans

Pour la mise en application des règlements 2002-10 au portefeuille d'immeubles existant, la valeur nette comptable des immeubles au 1er janvier 2005 a été réallouée aux différents composants et a servi de base à l'amortissement de ces composants selon leur durée résiduelle conformément à la position du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité.

D. Régime particulier des opérations financées et garanties par les SDR

Le résultat économique annuel des opérations de crédit-bail immobilier financées et garanties par les SDR correspond, par le mécanisme de garantie qu'elles accordent, au 1/15ème du résultat global du contrat d'origine.

En cas de résiliation du contrat de crédit-bail immobilier, l'immeuble est amorti en mode linéaire sur 20 ans (cette durée étant calculée depuis l'origine du contrat) et un complément d'amortissement est constaté pour couvrir la différence entre l'encours comptable et l'encours financier, de telle sorte que le cumul des dotations pratiquées jusqu'à la fin de l'exercice en cours soit rigoureusement comparable au cumul des amortissements financiers arrêtés à la même date. En cas de re-commercialisation en location simple, c'est la règle de droit commun décrite au paragraphe 2 qui s'applique.

E. Matériels en location

— Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

— Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens.

Lorsque les biens sont éligibles au régime d'amortissement de l'amortissement dégressif celui-ci peut être pratiqué.

III. Immobilisations d'exploitation

— Les immobilisations corporelles

Elles sont amorties linéairement selon leur durée normale d'utilisation, à savoir :

- Constructions :	30 ans
- Agencement et installations :	10 ans
- Mobilier de bureau :	10 ans
- Frais d'acquisition :	5 ans
- Matériel de bureau :	5 ans
- Matériel informatique :	3 ans
- Voitures de société :	4 ans

— Les immobilisations incorporelles

Elles sont constituées de :

- Les logiciels sont amortis sur un an, excepté le progiciel d'exploitation de l'activité immobilière Cassiopée qui fait l'objet d'un amortissement dégressif sur 3 ans.

- Le fonds de commerce repris lors de l'acquisition de la société Placement Bail à Marseille en 2001 qui fait l'objet d'un amortissement linéaire sur 7 ans afin de tenir compte de la durée moyenne de vie du portefeuille repris.

- Le goodwill est amorti sur 5 ans.

- Le fonds de commerce repris lors de l'acquisition du portefeuille de la société Lombard est considéré comme la valeur actualisée de la marge future de celui-ci. Il s'amortit en parallèle avec ce portefeuille. Son amortissement est donc dégressif.

IV. Comptabilisation et rattachement des loyers

Les produits sont pris en compte au fur et à mesure de leur acquisition et sont perçus de façon constante au cours du contrat et en fin de période selon qu'ils sont à terme échus ou perçus d'avance.

Les créances clients sont enregistrées à la date de facturation et lorsque la facturation se rapporte à une date postérieure à la date de clôture, des produits comptabilisés d'avance sont constatés à due concurrence.

V. Opérations sur titres

A. Titres de placement

Fortis Lease France souscrit principalement des titres de placement. Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais exclus. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à leur valeur de marché qui peut être la valeur liquidative. Si le prix de marché est inférieur au prix de revient des titres, Fortis Lease France enregistre la dépréciation correspondante.

B. Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « *Parts dans les entreprises liées* » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « *Revenus des titres à revenu variable* ».

VI. Dépréciation des créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP Paribas. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe G de l'annexe aux comptes

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « *Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple* ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

— Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2016.

VII. Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

— Dépréciation d'immeubles en crédit-bail (sur lesquels Fortis Lease France a une quote-part de risque)

Conformément à la recommandation du Secrétaire Général de la Commission Bancaire (lettre du 21 octobre 1997) au Président de l'Afecei, Fortis Lease France constate des provisions couvrant les moins-values latentes sur les immeubles faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail dès qu'il existe un risque probable que l'actif, objet du contrat, demeure à terme la propriété de l'établissement bailleur pour une valeur comptable supérieure à sa valeur estimée.

— Dépréciation d'immeubles en location simple issus de contrats de crédit-bail

Les immeubles en location simple, loués sous forme de bail précaire ou vacants, ou dont la localisation et les potentiels de re-commercialisation ne sont pas favorables, font l'objet d'expertises immobilières et donnent lieu le cas échéant à une dépréciation, correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur vénale de l'immeuble.

— Dépréciation d'immeubles donnés en location simple

Les immeubles en location simple subissent une dépréciation dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Si cette dernière (la plus haute de la valeur vénale et de la valeur d'usage) est notablement inférieure à la valeur nette comptable alors il sera constaté une dépréciation pour ramener les immobilisations corporelles à leur valeur actuelle.

— Dépréciation des biens donnés en crédit-bail mobilier

Les créances douteuses et les encours qui leur sont attachés font l'objet d'un examen individuel, de manière à déterminer avec la plus grande précision possible la probabilité de recouvrement des échéances impayées, compte tenu des cautions et garanties obtenues. Des dépréciations des immobilisations sont également enregistrées lorsque la valeur marchande des matériels est inférieure à leur valeur nette comptable.

— Dépréciation des encours de prêt

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance, en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

VIII. Engagements de retraite

Néant

IX. Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de Fortis Lease France à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

X. Subventions d'investissements

En sa qualité de propriétaire des immobilisations, Fortis Lease France peut percevoir des subventions d'investissements versées par différentes collectivités territoriales. Ces subventions ne constituent pas un produit pour Fortis Lease France mais viennent en diminution de l'assiette financière du crédit-bail immobilier.

— Traitement comptable

Fortis Lease France enregistre au passif de son bilan les subventions qui lui sont allouées. Lors de la mise en force du contrat, la subvention est transférée au compte de résultat au prorata du temps couru par rapport à la durée du contrat ; concomitamment, une dotation aux amortissements est comptabilisée, sur le bien objet de la subvention, ce qui a pour effet de neutraliser au plan du résultat l'incidence de ces subventions.

XI. Fonds de garantie à caractère mutuel

Fortis Lease France dispose d'un fonds de garantie à caractère mutuel créé en 1997. Il est administré dans le cadre d'une convention passée avec chaque preneur en crédit-bail immobilier.

Ce fonds a été alimenté par des versements fixés à 4 % des concours mis en place par Fortis Lease France. Il est affecté en garantie du paiement des sommes dues à Fortis Lease France par les preneurs de crédits-bails immobiliers.

XII. Fonds pour risques bancaires généraux

Fortis Lease France dote ce fonds pour couvrir les risques généraux de l'activité bancaire comme le prévoit le règlement CRB N° 90-02.

XIII. Instruments financiers à terme

Les instruments financiers à terme utilisés par Fortis Lease France sont des contrats d'échange de taux d'intérêt, ou de garantie de taux plafond. Ils sont conclus dans le cadre de la gestion globale du refinancement et de la couverture du risque de taux.

La fraction courue de la charge ou du produit de différentiel d'intérêts, décomptée en fonction de la situation connue à la clôture des taux de référence par rapport aux taux butoirs, est inscrite en charges à payer ou en produits à recevoir.

Les opérations conditionnelles sont enregistrées en hors-bilan pour leur montant nominal. Les primes payées ou encaissées sont inscrites en comptes de régularisation et reprises en charges et en produits au prorata du temps couru.

XIV. Fiscalité**a) Sicomi**

Lors de l'absorption de Batical et de Sicomi Rhône-Alpes, de la fusion, Fortis Lease France a obtenu de la Direction de la Législation Fiscale un agrément l'autorisant à bénéficier du régime SICOMI pour les contrats qui relevaient de ce régime dans les comptes des sociétés absorbées.

Les contrats concernés sont ceux conclus avant le 31 décembre 1995.

La fraction des bénéfices provenant des opérations totalement ou partiellement exonérées d'impôt sur les sociétés, en application du régime de faveur, est obligatoirement distribuée à hauteur de 85 %. Le dividende ainsi déterminé n'est pas assorti de l'avoir fiscal et n'ouvre pas droit au régime des sociétés mères.

A l'inverse et conformément au nouveau régime de crédit-bail immobilier entré en vigueur au 1er janvier 1996, tous les contrats conclus depuis cette date sont soumis à l'impôt sur les sociétés selon le régime de droit commun. Le dividende qui y est attaché bénéficie donc de l'avoir fiscal.

Détermination du résultat imposable et du résultat exonéré.

Fortis Lease France comptabilise, dans le secteur exonéré de l'impôt sur les sociétés, le résultat afférent aux opérations contractées avant le 1er janvier 1996 dans le cadre du régime fiscal des SICOMI et, dans le secteur taxable, le résultat dégagé par les opérations de financement contractées depuis le 1er janvier 1996.

Lorsqu'un immeuble est transféré du secteur du crédit-bail exonéré dans le secteur de la location simple, la provision constituée antérieurement sous le régime de l'exonération n'est pas retraitée fiscalement dès lors que l'objet de la provision subsiste.

b) Impôts différés

A compter du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2016, l'impact de la charge différée est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à - 888 K€.

XV. Consolidation

Néant.

XVI. Produit Net Bancaire**a) Intérêts, produits et charges assimilées**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b) Charges et produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (Art 39) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de location et les reprises de provisions spéciales (Art 39), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

XVII. Charges Générales d'Exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 2 698 K€ contre 3 562 K€ en 2015 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 2 351 K€.

3. Notes sur le bilan**A. Opérations en devises**

Néant

B. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	2016	2015
Créances à vue	109 383	26 113
Créances rattachées	-	2
Total à vue	109 383	26 115
Prêt		
Autres créances à terme	-	-

Créances rattachées	-	-
Total à terme	-	-
Créances douteuses sur confrères	330	431
Provisions au 31/12/2015	-343	-336
Dotation de l'exercice	-22	-51
Reprise de l'exercice	41	45
Provisions au 31/12/2016	-323	-343
Total	7	88
Total	109 390	26 203

Échéancier au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à vue (hors créances rattachées)	109 383	109 383	-	-	-
Créances à terme (hors créances rattachées)	-	-	-	-	-

C. Opérations avec la clientèle (Actif)

En milliers d'euros	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Total 2016	Total 2015
Encours sains	30 643	4 327			34 970	173 352
Encours douteux	16 437	-			16 437	17 699
Compte ordinaire débiteur	629				629	-
Provisions au 31/12/2015	-4 806				-4 806	-5 694
Dotations de l'exercice	-281				-281	-2 761
Reprises de l'exercice	1 391				1 391	3 649
Autres variations					-	-
Provisions au 31/12/2016	-3 697	-	-	-	-3 697	-4 806
Encours nets	44 012	4 327	0	0	48 339	186 245
Créances rattachées	17	0			17	29
Encours totaux	44 029	4 327	0	0	48 356	186 274

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

En milliers d'euros	Brut	Provision	Net
Douteux compromis	16 437	-3 697	12 740
Total douteux compromis	16 437	-3 697	12 740
Douteux non compromis	0	0	0
Total douteux non compromis	0	0	0
Total	16 437	-3 697	12 740

Échéancier des encours sains au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	34 970	3 797	2 619	15 337	13 217

D. Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant

E. Actions et autres titres à revenu variable

Néant

F. Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur nette	Dont titres cotés	Dont titres non cotés
Participations et autres titres détenus à long terme(France)	-	-	-

Parts dans les entreprises liées	32	-	32
Parts dans les entreprises liées (Etranger)	-	-	-
Parts dans les entreprises liées (Total)	32	-	32
Total 2016	32	0	32
Total 2015	32	0	32

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Participations et autres titres détenus à long terme
Valeur brute au 31 décembre 2015	46	
Acquisitions de l'exercice	-	
Cessions de l'exercice	-	
Autres mouvements	-	
Valeur brute au 31 décembre 2016	46	0
Dépréciations au 31 décembre 2015	-14	
Dotations de l'exercice	-	
Reprises de l'exercice	-	
Autres mouvements	-	
Dépréciations au 31 décembre 2016	-14	0
Valeur nette au 31 décembre 2015	32	
Valeur nette au 31 décembre 2016	32	0

G. Crédit-bail, location avec option d'achat, location simple

Immobilisations (En milliers d'euros)	Solde Au 31/12/ 2015	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/ 2016
Immobilisations en crédit-bail					
Immobilier	1 206 412	8 980	-129 051	-16 479	1 069 862
Mobilier	145 319	0	-20 981	0	124 338
France	1 351 731	8 980	-150 032	-16 479	1 194 201
Total immobilisations en crédit-bail	1 351 731	8 980	-150 032	-16 479	1 194 201
Immobilisations en location					
Immobilier	34 405	0	-19 525	16 479	31 359
Mobilier	9 472	0	-2 469	0	7 004
France	43 877	0	-21 994	16 479	38 362
Total immobilisations en location	43 877	0	-21 994	16 479	38 362
Immobilisations en cours					
France CB	7 738	1 449	-1 701	0	7 486
France LS	267	0	-267	0	0
Total immobilisations en cours	8 005	1 449	-1 968	0	7 486
Acomptes versés fournisseurs					
France CB	0	0	0	0	0
France LS	0	0	0	0	0
Total acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total immobilisations	1 403 613	10 429	-173 993	0	1 240 049

Amortissements (En milliers d'euros)	Solde au 31/12/ 2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortisse- ments de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/ 2016	Valeur comptable au 31/12/2016
Immobilisations en crédit-bail						
Immobilier	587 148	69 162	-91 475	-8 488	556 347	513 515
Mobilier	100 137	10 580	-18 881	-437	91 399	32 939
France	687 285	79 742	-110 356	-8 925	647 746	546 454

Total immobilisations en crédit-bail	687 285	79 742	-110 356	-8 925	647 746	546 454
Immobilisations en location						
Immobilier	16 227	2 401	-6 946	8 488	20 170	11 188
Mobilier	8 339	197	-2 357	437	6 616	388
France	24 566	2 598	-9 303	8 925	26 786	11 576
Total immobilisations en location	24 566	2 598	-9 303	8 925	26 786	11 576
Immobilisations en cours						
France CB						7 486
France LS						0
Total immobilisations en cours						7 486
Acomptes versés fournisseurs						
France CB						0
France LS						0
Total acomptes versés fournisseurs						0
Total immobilisations	711 851	82 340	-119 659	0	674 532	565 517

Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles (En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Immobilisations en crédit-bail					
Immobilier	19 118	6 295	-4 602	0	20 811
Mobilier	8 945	9 215	-4 063	0	14 097
France	28 062	15 510	-8 665	0	34 908
Total immobilisations en crédit-bail	28 062	15 510	-8 665	0	34 908
Immobilisations en location					
Immobilier	4 877	2 331	-6 464	0	744
Mobilier	0	0	0	0	0
France	4 877	2 331	-6 464	0	744
Total immobilisations en location	4 877	2 331	-6 464	0	744
Immobilisations en cours					
France CB					
France LS					
Total immobilisation en cours					
Acomptes versés fournisseurs					
France CB					
France LS					
Total acomptes versés fournisseurs					
Total immobilisations	32 940	17 841	-15 129	0	35 652

Créances douteuses et provisions crédit-bail

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail	49 616				47 758
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)	49 616				47 758
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	-35 563	-10 883	10 797	0	-35 650
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	-35 563	-10 883	10 797	0	-35 650
Créances rattachées Crédit-Bail					

Créances rattachées Crédit-Bail	3 395				3 447
Total Créances rattachées Crédit-Bail	3 395				3 447
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	17 447				15 556

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis	47 514	-35 596	11 918
Total crédit-bail compromis	47 514	-35 596	11 918
Crédit-bail non compromis	244	-54	190
Total crédit-bail non compromis	244	-54	190
Total crédit-bail	47 758	-35 650	12 109

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 491 KE.

Créances douteuses et provisions location simple

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Créances douteuses valeur brute Location simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location simple	2 593				2 233
Total Créances douteuses valeur brute Location simple (1)	2 593				2 233
Provisions sur créances douteuses Location simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location simple	-1 807	-86	334	0	-1 560
Total Provisions sur créances douteuses Location simple (1)	-1 807	-86	334	0	-1 560
Créances rattachées Location simple					
Créances rattachées Location simple	-24				204
Total Créances rattachées Location simple	-24				204
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location simple	762				877

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis	1 872	-1 259	613
Total Location simple compromis	1 872	-1 259	613
Location simple non compromis	361	-301	60
Total Location simple non compromis	361	-301	60
Total Location simple	2 233	-1 560	673

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 78 KE.

H. Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2015	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Fonds de commerce	5 760				5 760
Droit au bail et droit d'entrée					
Frais d'établissements					
Logiciels	1 227				1 227
Immobilisations incorporelles en cours					
Frais d'établissements SUCC					

Logiciels SUCC					
Valeur brute	6 987	0	0	0	6 987
Amortissements Droit d'entrée	-5 760				-5 760
Amortissements frais d'établissements					
Amortissements Logiciels	-1 227				-1 227
Amortissements Frais d'établissements SUCC					
Amortissements Logiciels SUCC					
Amortissements	-6 987	0	0	0	-6 987
Valeur nette	0	0	0	0	0

Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2015	Effet CRC	Acquisitions d'immobilisa- tions de l'exercice	Sorties d'immobilisa- tions de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Terrains	-					-
Constructions : dont	-					-
- Gros œuvre	-					-
- Façade	-					-
- Agencement IGT	-					-
- Agencements IAS	-					-
Appartement Adju	-					-
Agencements, aménagements et installations	489					489
Matériel informatique	157					157
Matériels et mobiliers de Bureau	234					234
Matériels de transport	-					-
Matériel et outillage	-					-
Œuvres d'art	-					-
Titres et avances des SCI	-					-
Immobilisations corporelles en cours	-					-
Agencements, aménagements et installations SUCC	-					-
Matériel informatique SUCC	-					-
Matériels de transport SUCC	-					-
Matériels et mobiliers de Bureau SUCC	-					-
Valeur brute	881	0	0	0	0	881
Amortissements Constructions dont :	-					-
- Gros œuvre	-					-
- Façade	-					-
- Agencement IGT	-					-
- Agencements IAS	-					-
Amortissements Agencements	-489		-0			-489
Amortissements Matériel informatique	-157					-157
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau	-231		-1			-233
Amortissements Matériels de transport	-					-
Amortissements Matériel et outillage	-					-
Provisions Titres et avances des SCI	-					-
Amortissements Agencements SUCC	-					-
Amortissements Matériel informatique SUCC	-					-
Amortissements Matériels de transport SUCC	-					-
Amortissements Mat et mob de Bureau SUCC	-					-
Amortissements	-878	0	-2	0	0	-879
Valeur nette	3	0	-2	0	0	2

I. Autres actifs

(En milliers d'euros)	2016	2015
Subventions à recevoir		
Autres débiteurs divers	1 173	911
Impôt société	594	2 509
Impôts différés	7 546	6 658
Acompte fournisseurs	1 487	16
Dépôt et cautionnement	8	17
État autres impôts et taxes	247	312
Débiteurs divers douteux	181	4
Provisions suspens comptables	-180	-2
Total	11 057	10 425

J. Comptes de régularisation (Actif)

(En milliers d'euros)	2016	2015
Valeurs à l'encaissement	8 931	83
Décaissement en instance		
Appel de fonds à émettre		
Produits à recevoir	433	945
Charges à répartir		9
Charges payées d'avance	-	
Autres	2 936	1 021
Total	12 301	2 058

K. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2016	2015
Comptes et emprunts à vue	3 773	3 698
Dettes rattachées		
Total à vue	3 773	3 698
Valeurs données en pension		
Comptes et emprunts à échéance	367 436	454 610
Dettes rattachées	560	674
Total à terme	367 996	455 284
Total	371 770	458 982

Échéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	363 844	17 976	76 487	180 695	88 686
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	3 592	131	432	3 029	-

L. Opérations avec la clientèle (Passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	2016	2015
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total à vue		
Comptes à terme	170 950	233 199
Dettes rattachées	2	4

Total à terme		
Total	170 952	233 202

Échéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	170 950	9 467	25 781	120 657	15 045

M. Dettes représentées par un titre

Néant

N. Autres passifs

(En milliers d'euros)	2016	2015
Dépôts de garantie	40	53
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	4 491	4 127
Clients	987	722
État et autres impôts et Organismes sociaux	7 391	8 723
Impôts société		592
Impôts différés	-	-
Autres	586	637
Total	13 494	14 854

O. Comptes de régularisation (Passif)

(En milliers d'euros)	2016	2015
Produits perçus d'avance (1)	2 009	3 007
Comptes d'encaissement	2 079	2 510
Charges à payer	1 474	2 102
Autres	1 682	286
Total	7 243	7 904

(1) « Les produits perçus d'avance sont constitués exclusivement des régularisations des loyers de crédit-bail. »

P. Provisions

En milliers d'euros	2015	Dotations	Reprises	Utilisation	Autres variations	2016
Provisions pour litige fiscal	0	-	-	-	-	0
Provisions pour risque divers	465	-	-	-	-	465
Provision pour action gratuite	-	-	-	-	-	-
Provision pour risque LS	90	96	-	-88	-	98
Provision pour risque suspens comptable	13	-	-	-	-	13
Prov pour div dtx	1 500	-	-	-	-	1 500
Total	2 068	96	0	-88	0	2 076

Q. Dettes subordonnées et autres

En milliers d'euros	2016	2015
Fonds de garantie mutualisés (1)	1 592	2 128
Emprunt subordonné à durée déterminée	-	-
Emprunt subordonné à durée indéterminée	-	-
Charges à payer	-	-
Total	1 592	2 128

(1) Montant net des opérations internes

R. Capitaux propres**1) Capital**

Au 31 décembre 2016, le capital social de FORTIS LEASE FRANCE s'élève à 94 669 495 euros composé de 13 524 214 parts d'un montant nominal de 7 euros.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement ; soit 1 935 milliers d'euros.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	94 669					94 669
Prime d'émission	60 642					60 642
Réserve légale	5 477	435				5 912
Réserve des plus-values à long terme	-					-
Autres réserves	-					-
Provisions réglementées	-					-
Subventions d'investissement	2 420				-485	1 935
Report à nouveau	10 995	-10 953				42
Dividendes	-	19 204	-19 204			-
Résultat net de l'exercice	8 687	-8 687		-2 891		-2 891
Total capitaux propres	182 890	0	-19 204	-2 891	-485	160 310

4. Notes sur le hors bilan**A. Engagements de hors bilan**

En milliers d'euros	2016	2015
Engagements donnés	10 543	3 234
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8 096	599
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	2 447	2 635
Engagements reçus	40 148	52 072
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	3 000	3 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	19 916	28 085
Engagements de garantie reçus de la clientèle	17 233	20 987

5. Notes sur le compte de résultat**A. Produits et charges d'intérêts**

En milliers d'euros	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Établissements de crédit	-2	6 775	25	8 437
Opérations avec la clientèle	666	1 271	1 206	2 175
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
Total	664	8 047	1 231	10 612

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

B. Produits et charges sur opérations de crédit-bail**a) Produits sur opérations de crédit-bail**

En milliers d'euros	2016	2015
Loyers	97 050	110 894
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	4 602	5 078
Reprises de provisions sur immobilisations	4 063	15 545
Autres reprises de provisions	-	-
Plus-values de cession	1 167	1 302
Indemnités de résiliation	4 444	5 547
Produits divers	1 120	1 119
Coût du risque	-4 413	-339
Total	108 032	139 146

b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux amortissements	79 742	93 403
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	15 510	12 233
Dotations aux provisions immeubles CB	-	-
Dotations aux provisions immeubles ITNL	-	-
Autres dépréciation	-	-
Moins-values de cessions	5 170	6 879
Charges diverses	-128	1 331
Total	100 295	113 847

C. Produits et charges sur opérations de location simple

a) Produits sur opérations location simple

En milliers d'euros	2016	2015
Loyers	1 753	4 658
Reprises de provisions sur immobilisations	6 464	7 218
Reprises de provisions spéciales (Art. 39)	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
Plus-value de cessions	-2 544	-1 219
Indemnités de résiliation	-	-36
Produits divers	455	1 215
Coût du risque	-23	-13
Total	6 105	11 823

b) Charges sur opérations de location simple

En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux amortissements	2 598	1 836
Dotation sur immobilisations	-	-
Autres dépréciations	-	-
Dotations aux provisions immeubles	2 331	2 533
Moins-values de cessions	737	3 171
Charges diverses	2 039	3 788
Total	7 704	11 328

D. Revenus de titres à revenu variable

En milliers d'euros	2016	2015
Parts dans les entreprises liées	23	-

Participations et autres titres à long terme	-	-
Total	23	0

E. Commissions

En milliers d'euros	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Établissements de crédit	-	318	-	422
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Prestations de services financiers	-	7	-	9
Commissions en risques	-	-	-	-
Total	0	326	0	432

F. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	2016	2015
Sur titres de transaction	-	-
Sur opérations de change	0	-0
Total	0	-0

G. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Néant.

H. Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire

En milliers d'euros	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance	-	-	-	-
Produit des participations aux bénéfices des assurances et autres produits ou charges d'assurance France	160	-	253	-
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	299	-	797	-
Quote-part des opérations faites en commun	220	-	629	-
Autres produits	111	-	389	-
Dotations/Reprises provisions	-	-	-	-
Autres charges	-	185	-	44
Total	789	185	2 068	44

I. Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	2016	2015
Charges de personnel	-	-
Impôts et taxes	348	672
Autres charges administratives	2 351	2 891
Total	2 698	3 562

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 84 K€. Les audits sont réalisés par les cabinet Mazars et PWC.

J. Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles

En milliers d'euros	2 016	2 015
Dotation aux amortissements	2	1
Total	2	1

K. Coût du risque

En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux provisions	-482	-4 375
Créances irrécupérables couvertes	-	-
Créances irrécupérables non couvertes	-	-
Reprises de provision	1 372	3 692
Récupérations sur créances amorties	-	-
Total	890	-683

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

L. Impôt sur les sociétés

Fortis Lease France ayant opté pour le maintien de son statut de SICOMI dans le cadre de l'article 96 de la loi de finance pour 1991, le résultat imposable est déterminé après ventilation des charges et produit entre :

- Le secteur exonéré qui comprend toutes les opérations de crédit-bail immobilier antérieur au 31 décembre 1995.
- Le résultat de ce secteur reste soumis à l'obligation de distribution d'au moins 85 % de son montant
- Le secteur taxable qui comprend essentiellement les autres produits

En conséquence, le résultat fiscal de l'exercice 2016 se traduit par :

- Résultat sur secteur taxable est bénéficiaire de : -1 376 357.56
- Résultat sur secteur non taxable est bénéficiaire de : 215 312.43

Résultat fiscal 31/12/2016 : -1 591 669.99

En milliers d'euros	2016	2015
Impôt société	138	5 072
Total	138	5 072

Au titre de 2016, le montant de l'impôt au titre des différences sociales /fiscale est de 340 KE

6. Autres informations

A. Informations relatives aux entreprises liées

(En milliers d'euros)	Entreprises liées France
Actif	
Créances sur les établissements de crédit	96 571
Créances sur la clientèle	
Actions et autres titres à revenu variable	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Autres Actifs	
Comptes de régularisation actif	1
Passif	
Dettes envers les établissements de crédit	364 400
Emprunt clientèle	145 757
Emprunt subordonné	
Comptes créditeurs de la clientèle	
Dettes représentées par un titre	
Autres passifs	
Comptes de régularisation passif	1 701
Hors-bilan	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	

B. Proposition d'affectation des résultats (En euros)

Résultat de l'exercice	-2 891 302,13
Report à nouveau	42 489,24
Total à répartir	-2 848 812,89

Réserve Légale	
Réserve spéciale des œuvres d'art	
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérés	
Dividende	
Acompte sur dividendes	
Report à nouveau	-2 848 812,89
Total réparti	-2 848 812,89

C. Comptabilité sociale / financière et consolidation

- En tant qu'Établissement de crédit, Fortis Lease France, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une Comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

-Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

-La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

-Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

En milliers d'euros	2016	2015
Résultat comptable avant impôt	-3 601	13 519
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	-2 380	618
Différence entre plus et moins-value sociales et financières	1 381	1 836
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	5 231	
Retraitements CRC 2002-03	-242	1 531
Retraitements contentieux		-1 515
Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre	389	15 989

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de Fortis Lease France au 31 décembre 2016 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2016	2015
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	5 366	5 678
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	3 079	-2 152
Retraitements CRC 2002-03	-787	-545
Écart positif Extourne et produits constatées d'avances	0	687
Réserve financière brute - French - au 31 décembre	7 658	3 668
Réserve financière sur immobilisations non louées	-141	-228
Réserve financière brute French sur immobilisations louées- au 31 décembre	7 517	3 440

c) consolidation

Fortis Lease France est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16, boulevard des Italiens 75009 Paris.

D. Évènements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Fortis Lease France S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6 – C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables***Provisionnement du risque de crédit***

- Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités telles que décrites en notes 2 – I et 2 – II de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly sur Seine et Paris-La Défense, le 5 mai 2017,

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot

MAZARS
Claire Gueydan-Brun

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.

1703109